

Le « Grand Débat » : un camouflage de l'attaque contre les retraites !

Le « grand débat » a donc commencé, conçu comme une planche de salut par le gouvernement Macron, espérant faire refluer l'irruption des Gilets jaunes, qui, chaque samedi, clament invariablement depuis deux mois : « *Macron démission ! On n'en peut plus, on n'en veut plus ! Il faut que ça change !* »

Dans deux villes de province transformées en camp retranché par les forces de police, Macron, en bras de chemise, a donc fait son show, le 15 janvier, puis le 18 janvier, entouré d'élus, de ministres, de préfets. Une gigantesque esbroufe où aucune des questions posées par les Gilets jaunes n'a trouvé le moindre écho.

Mais rien n'y fait : le 19 janvier, par dizaines de milliers, les Gilets jaunes, parfois rejoints localement par des cortèges syndicaux, ont de nouveau manifesté dans toute la France, rejetant en masse l'enfumage de ce « grand débat », alors même que la police de Macron s'acharne sur eux avec une violence inouïe.

Macron rassure ses maîtres au Château de Versailles

Lundi 21 janvier, changement de décor, mais pas de politique. Macron a reçu ses maîtres en grande pompe, au château de Versailles : les patrons de cent cinquante multinationales.

L'objectif de Macron, recevant ces grands patrons du monde entier, est résumé par l'Agence France-Presse : « *Emmanuel Macron devrait les rassurer sur ses projets de réformes, comme celle de l'assurance chômage, des retraites ou encore la réforme de l'État...* » Et l'AFP de citer l'entourage présidentiel : « *Nous allons expliquer que nous avons déjà fait un certain nombre de choses pour rendre la France plus attractive et plus compétitive et que nous n'avons pas vocation à revenir sur ces mesures.* »

Les concertations sur la « réforme » des retraites reprennent discrètement

Et en effet, le même jour, les « concertations » sur la contre-réforme des retraites ont repris avec les confédérations syndicales, qui ont jugé malgré tout opportun de s'y rendre de nouveau... L'objectif du gouvernement est pourtant clair : faire exploser les quarante-deux régimes de retraite existants (et tous les droits qui y sont attachés, pour établir un « régime universel par points ». Chaque travailleur amasserait individuellement au cours de sa carrière un capital de points dont la valeur évoluerait chaque année au gré des politiques gouvernementales.

Offensive planifiée contre les fonctionnaires

Quant aux fonctionnaires, le gouvernement n'a pas renoncé à s'en prendre de manière décisive à leur statut. La presse a fait état d'hésitations de certains ministres. « *On a déjà une crise sur les bras, on ne va peut-être pas y rajouter les fonctionnaires* », aurait dit l'un d'entre eux. Mais Macron, Philippe et Le Maire ont tranché. « *Bien qu'ayant fait l'objet de discussions, la réforme de la fonction publique a été arbitrée et figure bien à l'agenda du gouvernement pour ce premier semestre, avec une adoption avant l'été* », a balayé auprès de l'AFP le cabinet du secrétaire d'État chargé de cette réforme explosive.

Des milliardaires toujours plus riches

Les retraites, les statuts, les conventions collectives, c'est tout l'édifice des conquêtes sociales, notamment celles de 1936 et de 1945, que ce gouvernement en crise persévère à vouloir détruire. Au compte de qui ? Du capital financier. En France, le nombre des milliardaires est passé de quatorze, en 2008, à quarante aujourd'hui. Et Macron voudrait continuer à faire les poches des travailleurs, des jeunes, des retraités, pour remplir davan- tage les leurs ! ■

Chaque semaine, lisez *Informations ouvrières*